

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 1919.

Proposition de loi

sur les sociétés non commerciales ou d'agrément, et portant abrogation de l'article 310 du Code Pénal.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Il est urgent de régler, avec plus de précision, les rapports que le contrat de travail fait naître, et de mettre fin aux défiances injustifiées dont se sont inspirées certaines de nos lois. Il importe aussi d'attribuer aux groupements, librement formés entre les citoyens, l'ampleur compatible avec l'intérêt général.

La période incertaine et transitoire que nous traversons compte déjà plusieurs conflits. De nouvelles perturbations la menacent, et cependant nos intérêts les plus graves commandent de les éviter.

Les dévastations des Allemands, leurs pillages éhontés et leurs vols cyniquement accomplis, pèsent lourdement sur la situation de notre agriculture, de notre commerce et de notre industrie. La réparation exige une énergie vaillamment tendue vers le relèvement de la Patrie. Elle exige l'accord soutenu des employeurs et des employés et l'essor enfin largement donné à l'initiative privée.

La Belgique, on l'a dit, et il est bon de le répéter, est ruinée, si tous les citoyens ne s'entendent pas à la relever promptement. La détresse deviendra immédiate, si on ne se hâte pas d'y porter remède.

De là, a d'abord surgi l'union patriotique des partis. Cette union, si nous le voulons, survivra aux premières difficultés avec lesquelles nous nous débattons; il suffira que nous écartions de la politique ce qui aurait dû lui demeurer toujours étranger.

N'est-il pas, on ne peut plus opportun, d'aboutir si possible sur des points déjà, pour ainsi dire, unanimement acceptés, et que l'union actuelle des partis est tout particulièrement apte à bien établir?

Les Chambres, après l'élection future, seront trop heureuses de trouver le terrain déblayé de certains problèmes inquiétants; surtout lorsqu'elles ne pourront méconnaître que ces problèmes ont été résolus dans le sens largement démocratique qu'elles auraient adopté elles-mêmes.

Ceci dit pour ceux qui mettraient en doute l'opportunité de la présente proposition de loi, voici maintenant ce qui la justifie à nos yeux.

I.

Remplacement de l'article 310 du Code Pénal.

L'article 310 du Code Pénal manifeste un déplorable esprit d'hostilité à l'égard des travailleurs et envisage employeurs et employés comme deux classes destinées à soutenir perpétuellement une lutte réciproque, pernicieuse pour les uns et pour les autres. Sans doute la lutte naît tout naturellement de la diversité des intérêts ; mais cette diversité n'exclut pas l'entente ; il n'est pas question de contrariété insoluble ni d'incompatibilité. Ce doit être la lutte entre des intérêts faits pour s'harmoniser, c'est une lutte d'égal à égal, qui ne tend qu'à la paix.

L'article 310 doit disparaître ; les violences, injures et menaces qu'il prescrit sont punis par les dispositions générales du Code Pénal ; leur faire une place à part dans les rapports d'employeurs à employés, c'est déjà marqué, pour ces rapports, une défiance injustifiée. Les autres délits que l'article 310 a entendu prévoir sont aussi l'objet de prescriptions suffisantes dans l'ensemble du Code Pénal. Une disposition pénale doit remplacer l'article 310, pour prévenir les abus dans la réalisation des syndicats et dans les rapports qui s'établiront entre eux.

Notre proposition touche à d'autres points plus importants.

II

Sociétés non Commerciales et d'Agrément.

Nos lois sont très favorables aux sociétés lucratives ; on peut même leur reprocher de l'être trop ; elles sont, au contraire, pour les autres groupements, d'une étroitesse de vue que l'on ne rencontre plus aujourd'hui dans aucun pays de véritable progrès. Nous restons, à cet égard, en fâcheuse situation. Sous couleur d'éviter la main-morte, nos lois entravent les plus généreuses dispositions. Or rien ne s'oppose à ce que, tout en réprimant les abus, on assure aux citoyens la liberté de s'associer comme ils l'entendent ; liberté assurément l'une des plus précieuses et dont tous ont le droit de jouir, surtout lorsqu'ils en veulent user dans un but de pure générosité.

Pour réprimer les abus, il nous a suffi de reprendre les termes mêmes dont la loi du 13 mars 1898, s'est servi dans ce but, quand elle a donné aux Unions Professionnelles leur statut juridique.

Cette loi, d'autre part, allant, selon nous, au-delà de ce que réclamait la juste répression des abus, a inutilement restreint le champ d'action des syndicats. Notre proposition actuelle aurait pour effet, si elle était admise, de mettre un terme à cet excès de rigueur.

III.

Entreprises liées à l'intérêt général concédées par l'État, les provinces ou les communes.

A l'heure actuelle, il est aussi d'une utilité incontestablement pratique de fixer exactement la liberté syndicale des employés et ouvriers engagés dans les services d'utilité générale, comme le service des transports.

Notre sentiment est, que le meilleur moyen d'obvier aux graves discordes que la grève entraîne dans les services de ce genre, consiste à y rendre le syndicat obligatoire.

Il serait organisé, comme il le sera pour la classe ouvrière en général, mais avec deux correctifs avantageux, selon nous, à la fois aux employeurs et aux employés, à savoir la convention collective du travail et la participation des employés et ouvriers aux bénéfices.

Dans les services d'utilité générale, nous ne voulons pas priver employés et ouvriers, comme certains ont cru devoir le faire, de la liberté syndicale; nous la modifions tant soit peu, pour qu'elle s'harmonise avec l'intérêt de tous.

Notre vœu, au surplus, ne s'arrête pas là. Nous voudrions que l'avantage du syndicat obligatoire avec convention collective du travail et participation aux bénéfices, après avoir été pratiqué dans les syndicats spécialement visés ici, puisse s'étendre à tous ceux auxquels il s'appliquerait sans difficulté; employeurs et employés y trouveront, selon nous, leur profit. Dans bien des cas, du reste, le syndicat est le seul moyen pratique d'exercer la charité à laquelle les hommes sont universellement obligés et à laquelle ils doivent se sentir tenus tout particulièrement, quand les mêmes intérêts-professionnels les rapprochent les uns des autres.

DE PONTIÈRE.



PROPOSITION DE LOI

sur les sociétés non commerciales ou d'agrément et portant abrogation de l'article 310 du Code pénal.

SECTION I.**Dispositions Générales.****ARTICLE PREMIER.**

Les sociétés non commerciales ou d'agrément jouissent de la personification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi.

ART. 2.

La société non commerciale ou d'agrément a pour objet de défendre des revendications, propager des idées, manifester des opinions, constituer et soutenir des œuvres charitables, religieuses, morales, scientifiques, artistiques, auxquelles s'intéressent les membres qui la composent.

Elle ne peut exercer elle-même ni profession, ni métiers sans en faire l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de la société. Elle reste soumise aux règles du Code civil; mais les opérations, qui consisteraient en l'achat de certains objets pour les revendre sont réputées actes de commerce, conformément aux articles 2 et 3 du Code de commerce.

WETSVOORSTEL

betreffende de niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak en houdende opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

EERSTE AFDEELING.**Algemeene bepalingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak zijn rechtspersonen binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door deze wet.

ART. 2.

De niet handeldrijvende maatschappij of maatschappij van vermaak heeft ten doel, eischen voor te staan, gedachten te verspreiden, meeningen te verkondigen, liefdadige, godsdienstige, moreele, wetenschappelijke en kunstinstellingen, waarin hare leden belang stellen, op te richten en te steunen.

Zij zelf mag noch beroep noch bedrijf uitoefenen zonder daarvan afzonderlijk boek te houden buiten de boekhouding van de overige verrichtingen der maatschappij. Zij blijft onderworpen aan de regelen van het Burgerlijk Wetboek; de verrichtingen, die zouden bestaan in het aankopen van voorwerpen om ze weder te verkoopen, worden echter als daden van koophandel aangezien

ART. 3.

La société non commerciale ou d'agrément comprend au moins sept membres.

ART. 4.

Les statuts mentionnent la dénomination et le siège de la société, son objet, les conditions d'admission et de sortie de ses membres, l'organisation de la direction, le mode de nomination et les pouvoirs de la direction, le terme du mandat des personnes nommées, le mode de règlement des comptes, la procédure à suivre pour la modification ou révision des statuts, ou dissolution de la société.

Les modifications ou révision des statuts et la dissolution de la société ne peuvent être décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote.

Les statuts peuvent édicter des sanctions pour l'observation de ses règlements et organiser l'arbitrage pour les conflits entre les membres de la société.

ART. 5.

Sont annexées aux statuts : 1^o la liste des membres de la direction avec nom, prénom, nationalité, âge, résidence, profession; 2^o la déclaration signée par les directeurs

overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het Wetboek van Koophandel.

ART. 3.

De niet handeldrijvende maatschappij of maatschappij van vermaak moet ten minste zeven leden tellen.

ART. 4.

De statuten vermelden den naam en den zetel der maatschappij, haar doel, de voorwaarden van in- en uittreding der leden, de regeling van het bestuur, de wijze van benoeming en de bevoegdheden van het bestuur, den duur van het mandaat der benoemde personen, de wijze van goedkeuring der rekeningen, de na te komen regelen tot het wijzigen of herzien der statuten of tot het ontbinden der maatschappij.

Tot wijziging of herziening der statuten en tot ontbinding der maatschappij kan slechts besloten worden bij meerderheid van ten minste drie vierden der aanwezige leden op eene algemeene vergadering, daartoe bijzonder belegd en uit ten minste de helft der stemgerechtigde leden samengesteld.

De statuten kunnen straffen bepalen tot het doen naleven van hare reglementen en het scheidsgerecht voor de geschillen onder de leden van de maatschappij inrichten.

ART. 5.

Bij de statuten worden gevoegd : 1^o de lijst van de bestuursleden, met naam, voornaam, nationaliteit, leeftijd, verblijfplaats, beroep; 2^o de verklaring, ondertekend door de

attestant que les articles 2 et 3 ci-dessus sont observés.

ART. 6.

La publication des statuts se fait comme pour les sociétés coopératives; il en est de même pour les modifications, revision et dissolution et aussi pour les changements du personnel de la direction. La société jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication des statuts.

ART. 7.

Tous les ans, avant le 1^{er} mars, publication est faite dans les termes de l'article 6, du compte des recettes et des dépenses, de la liste et de la déclaration de l'article 5.

ART. 8.

La Société peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. A moins de dispositions spéciales dans les statuts, la Société est représentée par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'assemblée générale aura délégué à cet effet. Tous les actes émanant de la Société portent le nom de celle-ci.

bestuurders, waardoor wordt bevestigd dat aan de bovenstaande artikelen 2 en 3 is voldaan.

ART. 6.

De statuten worden openbaar gemaakt op dezelfde wijze als die van de samenwerkende maatschappijen; evenzoo de wijzigingen, de herziening en de ontbinding, alsmede de veranderingen in het bestuurspersoneel. Den tienden dag na dien van de openbaarmaking der statuten treedt de maatschappij als rechtspersoon op.

ART. 7.

Elk jaar, vóór 1 Maart, worden de rekening van ontvangsten en uitgaven, de lijst en de verklaring bij artikel 5 bedoeld, openbaar gemaakt op de wijze, bij artikel 6 bepaald.

ART. 8.

De maatschappij kan, hetzij als eischeres, hetzij als verweerster, in rechten optreden ter verdediging van de individueele rechten welke hare leden aan hun lidmaatschap ontleenen, onverminderd het recht voor deze leden om rechtstreeks op te treden, zich met de vordering te vereenigen of in het rechtsgeding tusschen te komen. Indien daaromtrent geen bijzondere bepalingen in de statuten voorkomen, wordt de maatschappij vertegenwoordigd door hare bestuurders of door dengene onder hen, daartoe door de algemeene vergadering afgevaardigd. Op al de akten, uitgaande van de maatschappij, wordt hare naam vermeld.

ART. 9.

La Société ne peut posséder d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à la réalisation de son objet. Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant cette destination, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

ART. 10.

Les donations entre vifs ou par testament au profit de la Société n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale. L'arrêté fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit et au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolution de la Société, les biens donnés tels que celle-ci les posséderait encore ou la valeur de la libéralité. Cette valeur est déterminée entre les intéressés, préalablement à la demande d'autorisation. Si l'aliénation de l'immeuble objet de la libéralité est ordonnée, le droit de reprise s'exercera à concurrence du prix de vente.

ART. 11.

Une taxe, recouvrable suivant les formes prescrites pour la contribution foncière, frappe annuellement de 4 p. c. le revenu cadastral des immeubles de la Société.

ART. 9.

De maatschappij mag geen andere onroerende goederen bezitten dan die, welke tot het bereiken van haar doel noodig zijn. Zij kan bij koninklijk besluit gemachtigd worden onroerende goederen te bezitten, welke daartoe bestemd zijn, doch waarvan zij te dien einde niet onmiddellijk zou kunnen gebruik maken.

ART. 10.

De schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil ten gunste van de maatschappij zijn slechts van kracht in zooverre zij overeenkomstig artikel 76 van de gemeentewet zijn toegelaten. Het besluit bepaalt, bij voorkomend geval, binnen welken termijn het onroerend goed moet vervreemd worden.

De beschikker kan, te zijnen gunste en ten gunste van zijne erfgenamen of rechtverkrijgenden, het recht bepalen om, in geval van ontbinding der maatschappij, de gegeven goederen, zooals de maatschappij ze nog mocht bezitten, ofwel de waarde der gift terug te nemen. Deze waarde wordt, vóór de aanvraag tot toelating, onder de belanghebbenden bepaald. Indien de vervreemding van het geschonken onroerend goed wordt voorgeschreven dan wordt het recht van terugnemings uitgeoefend tot het bedrag van den verkoopprijs.

ART. 11.

Op het kadastraal inkomen van de onroerende goederen der maatschappij wordt eene jaarlijksche belasting van 4 t. h. gelegd; deze belasting wordt ingevorderd op dezelfde wijze als de grondbelasting.

ART. 12.

La dissolution de la Société peut être prononcée par les tribunaux à la demande du Ministère public ou de tout intéressé, trois mois après sommation publiée aux annexes du *Moniteur* : 1° lorsque les articles 2 et 3 de la présente loi sont violés ; 2° lorsque les biens sont employés à un autre objet que celui de la Société ; 3° lorsque la Direction n'est pas constituée suivant l'article 4.

Le jugement ou l'arrêt nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est désigné par les statuts. Un extrait du jugement ou de l'arrêt est, par le Ministère public ou par le demandeur, publié suivant l'article 6.

ART. 13.

La Société est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation ; toutes pièces émanant d'elle mentionnent qu'elle est en liquidation. Après paiement des dettes, les dons et legs font retour dans les cas prévus par l'article 10, pourvu que l'action soit intentée dans l'année de la publication de l'acte de dissolution. L'actif net est attribué à une œuvre similaire, soit par les statuts soit par l'assemblée générale, sous l'approbation par arrêté royal de cette attribution. A défaut d'attribution approuvée, l'État affecte l'actif net à des buts d'enseignement professionnel.

ART. 12.

De ontbinding der maatschappij kan, op vordering van het Openbaar Ministerie of van elken belanghebbende, door de rechtbanken uitgesproken worden drie maanden na eene aanmaning openbaar gemaakt in de bijlagen van het *Staatsblad* : 1° indien de artikelen 2 en 3 dezer wet worden overtreden ; 2° indien de goederen tot een ander doel dan dit der maatschappij worden gebruikt ; 3° indien het bestuur niet naar luid van artikel 4 is samengesteld.

Door het vonnis of het arrest worden een of meer vereffenaars aangesteld, indien er door de statuten geene aangewezen zijn. Een uittreksel uit het vonnis of het arrest wordt door het Openbaar Ministerie of door den eischer, naar luid van artikel 6, openbaar gemaakt.

ART. 13.

De maatschappij wordt, na hare ontbinding, geacht te blijven bestaan voor hare vereffening ; alle stukken, die van haar uitgaan, vermelden dat zij vereffend wordt. Na betaling der schulden worden de giften en legaten uitgekeerd in de gevallen voorzien bij artikel 10, mits de rechtsvordering binnen een jaar na de openbaarmaking der akte van ontbinding wordt ingesteld. Het zuiver actief wordt, hetzij door de statuten, hetzij door de algemeene vergadering, aan een gelijkaardig werk toegekend, mits goedkeuring dezer toekenning bij koninklijk besluit. Wordt geene toekenning goedgekeurd, dan besteedt de Staat het zuiver actief tot doeleinden in verband met het beroepsonderwijs.

ART. 14.

Les infractions aux dispositions de la présente loi sont punies d'une amende de 26 à 500 francs.

ART. 15.

Jouissent de la personnification civile conformément aux dispositions précédentes, les fédérations de sociétés non commerciales ou d'agrément ayant le même objet. Toute société fédérée pourra en tout temps se retirer de la fédération moyennant un préavis de trois mois. Les statuts de la fédération déterminent, pour ce cas, le mode de règlement de leurs droits.

SECTION II.

Entreprises liées à l'intérêt général, concédées par l'État, les provinces ou les communes.

ART. 16.

Dans les entreprises de l'État et dans celles qui dépendent d'une concession accordée par l'État par les provinces ou les communes un syndicat obligatoire groupe tous les employés et ouvriers d'une même entreprise, soit dans une seule union professionnelle, soit en diverses unions partagées suivant les professions ou suivant les régions où s'exerce l'entreprise. Le syndicat s'intéresse exclusivement aux questions économiques.

ART. 17.

Le syndicat, dont parle l'article précédent, est représenté au gré des employés et ouvriers par des employés et ouvriers de l'entreprise ou par des étrangers. Les employeurs, s'ils veulent se syndiquer, forment des unions

ART. 14.

De overtredingen van de bepalingen dezer wet worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank.

ART. 15.

Zijn rechtspersonen, overeenkomstig de voorgaande bepalingen, de bonden van niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak, die hetzelfde doel hebben. Elke aangesloten maatschappij kan te allen tijde uit den bond treden, mits zij drie maanden vooraf opzegging doet. De statuten van den bond bepalen voor dit geval op welke wijze hare rechten geregeld worden.

AFDEELING II.

Ondernemingen verbonden met het algemeen belangen, door den Staat, de provinciën of de gemeenten in concessie gegeven.

ART. 16.

In de Staatsondernemingen en in die, welke afhangen van eene door den Staat, de provinciën of de gemeenten verleende concessie, worden al de bedienden en werklieden eener zelfde onderneming vereenigd in een verplichtend syndicaat, hetzij in ééne beroepsvereeniging, hetzij in verscheidene vereenigingen volgens de bedrijven of volgens de streken waar de onderneming wordt gedreven. Het syndicaat houdt zich uitsluitend met economische vraagstukken bezig.

ART. 17.

Het syndicaat, bij het vorig artikel bedoeld, wordt, naar keuze van de bedienden en werklieden, vertegenwoordigd door bedienden en werklieden der onderneming of door buitenstaanders. Willen de werkgevers zich

professionnelles représentant des intérêts similaires de diverses entreprises.

ART. 18.

Un comité mixte qui, en cas de conflit, devient un comité d'arbitrage, est formé de trois délégués du syndicat des employés et ouvriers, et, au gré du patron, de trois délégués de celui-ci ou du syndicat auquel il appartient. Si le comité ainsi formé ne parvient pas à résoudre le conflit, celui-ci est porté devant un comité présidé par le juge de paix du lieu où le conflit est né. Ce comité est composé de trois délégués choisis par le syndicat des employés et ouvriers dans leurs propres rangs, à l'exclusion de tout étranger et, d'autre part, d'un ou de trois représentants de l'employeur, avec lequel il y a conflit ou, s'il le préfère, de cet employeur seul, ou avec deux assistants désignés par lui.

ART. 19.

Une convention collective du travail s'établit par périodes de trois ans, au cours desquels aucune cessation du travail ne peut être provoquée ou résolue, sous peine de dédommagement et de poursuites entraînant à charge des contrevenants, employeurs ou employés et ouvriers, un emprisonnement d'un mois à deux ans et une amende de

in een syndicaat vereenigen, dan vormen zij beroepsvereenigingen, welke gelijksoortige belangen van verscheidene ondernemingen vertegenwoordigen.

ART. 18.

Een gemengd comiteit, dat als scheidsraad optreedt, wanneer geschillen voorkomen, wordt samengesteld uit drie afgevaardigden van het syndicaat der bedienden en werklieden, en, naar keuze van den patroon, uit drie afgevaardigden van dezen of van het syndicaat waartoe hij behoort. Slaagt het aldus samengestelde comiteit er niet in, het geschil bij te leggen, dan wordt dit aangebracht voor een comiteit voorgezeten door den vrederechter der plaats waar het geschil ontstond. Dit comiteit bestaat uit drie afgevaardigden, door het syndicaat van bedienden en werklieden onder hen zelf gekozen, met uitsluiting van elken buitenstaander, en, anderzijds, uit een of drie vertegenwoordigers van den werkgever, met wien er geschil is, ofwel, indien hij het verkiest, uit dien werkgever, hetzij alleen, hetzij bijgestaan door twee andere personen zijner keuze.

ART. 19.

Eene gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst wordt gesloten voor elke tijdruimte van drie jaar, gedurende welke tot eenig staken van den arbeid niet mag aangezet noch besloten worden, op straffe van schadeloosstelling en van strafvervolgingen, die aanleiding geven tot eene gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaren en eene boete van vijftig tot duizend frank

cinquante francs à mille francs, ou l'une de ces peines seulement.

ART. 20.

La convention collective s'établit en suivant les procédés formulés ci-dessus pour la solution des conflits.

ART. 21.

Une série d'actions des Sociétés d'entreprises déterminée par arrêté royal est attribuée au syndicat des employés et ouvriers.

SECTION III.

Disposition commune aux deux précédentes sections.

ART. 22.

Quiconque se rend coupable des faits repris à l'article 20 de la loi du 10 mars 1900, ou qui use de mauvais procédés, d'actes de mauvais gré ou de refus d'aide normale à l'égard d'un ou de plusieurs de ses compagnons de travail, ou encore qui, en dehors de ce qui est dit à l'article 16 ci-dessus, exerce une interdiction ou entrave quelconque à la liberté de chacun, soit de s'engager dans l'association qu'il entend, soit de rester étranger à toute association, est passible des peines édictées par les articles 528 inclus 534 du Code Pénal (Section IV, chapitre III, titre IX du livre II).

S'il y a concert entre deux ou plusieurs en vue de commettre l'un de ces délits, ces peines sont dou-

of tot slechts ééne dezer straffen ten laste van de overtreders, werkgevers of bedienden en werklieden.

ART. 20.

De gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst wordt gesloten op de bovengemelde wijze tot beslechting der geschillen.

ART. 21.

Een bij koninklijk besluit bepaald getal aandeelen der maatschappijen van ondernemingen wordt aan het syndicaat der bedienden en werklieden toegekend.

AFDEELING III.

Bepaling gemeen aan de twee vorige afdeelingen.

ART. 22.

Alwie zich schuldig maakt aan de handelingen voorzien bij artikel 20 der wet van 10 Maart 1900, alwie zich aan kwade praktijken overgeeft, kwaadwilligheid pleegt tegenover een of meer zijner werkgezellen of hun gewone hulp weigert, alwie, buiten het bepaalde in bovenstaand artikel 16, zich door eenig verbod of eenig beletsel verzet tegen ieders vrijheid, hetzij om zich bij de vereeniging zijner keuze aan te sluiten, hetzij om buiten elke vereeniging te blijven, is strafbaar met de straffen voorzien bij de artikelen 528 tot en met 534 van het Strafwetboek (Afdeeling IV, hoofdstuk III, titel IX, boek II.)

Is er onder twee of meer personen onderling overleg om een dezer wanbedrijven te plegen, dan

blées et elles le sont également en cas de récidive; les deux majorations sont cumulées, le cas échéant.

Sont abrogés la loi du 31 mars 1898 et l'article 310 du Code Pénal.

worden de straffen op het dubbele gebracht; evenzoo in geval van herhaling; beide verhoogde straffen worden, bij voorkomend geval, te zamen toegepast.

De wet van 31 Maart 1898 en artikel 310 van het Strafwetboek worden ingetrokken.

DE PONTIÈRE,
JULES PONCELET,
E. DUPLAT,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 SEPTEMBER 1919.

Wetsvoorstel

Wetsvoorstel betreffende de niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak en houdende opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het is dringend noodig de betrekkingen, die ontstaan uit het arbeidscontract, met meer nauwgezetheid te regelen en gedaan te maken met het onbillijk wantrouwen waarop sommige onzer wetten zijn gegrond. Het is eveneens noodig, aan de groepeerings, onder de burgers vrijelijk gevormd, den omvang toe te kennen, die vereenigbaar is met het algemeen belang.

In de onzekere overgangperiode, die wij beleven, zijn reeds verscheidene geschillen opgerezen. Nieuwe storingen bedreigen haar, en onze levensbelangen gebieden ons nochtans, die te vermijden.

De verwoestingen aangericht door de Duitschers, hunne schaamteloze plunderingen en hunne in koelen bloede bedreven diefstallen drukken zwaar op den toestand van onzen landbouw, van onzen handel en van onze nijverheid. Het herstel eischt eene krachtdadigheid die onverdroten op de heropbeuring van het Vaderland aanstuurt. Zij vergt eene voortdurende verstandhouding tusschen werkgevers en werklieden en eindelijk eene ruime vrijheid aan elke private onderneming.

Men zegde en men dient te herhalen dat België ten gronde moet gaan, indien al de burgers er niet toe bijdragen, het weldra weder op te bouwen. De nood zal onverwijld voor de deur staan, zoo niet dadelijk een redmiddel gevonden wordt. ¶

Daaruit ontstond eerst de vaderlandsche Godsvrede. Indien wij het willen, zal deze vrede de eerste moeilijkheden overleven, waartegen wij te strijden hebben; het zal volstaan, uit de politiek te weren wat daaraan altijd had moeten vreemd blijven.

Is het niet van het grootste onmiddellijk nut, zoo mogelijk die zaken tot

een goed eind te brengen, welke reeds nagenoeg algemeen aangenomen zijn en vooral door de huidige Godsvrede zeer gemakkelijk zouden kunnen gevestigd worden ?

Na de eerstkomende verkiezingen zullen de Kamers er gelukkig over zijn dat sommige storende vraagstukken reeds opgelost werden; vooral, wanneer zij niet zullen kunnen ontkennen dat die vraagstukken werden opgelost in den zeer ruimen democratischen geest, dien zij zelf zouden hebben gevolgd.

Dit zij gezegd voor hen, die de gepastheid van het huidig wetsvoorstel mochten betwijfelen. Thans willen wij de redenen aanvoeren, die het billijken.

I.

Vervanging van artikel 310 van het Strafwetboek.

Artikel 310 van het Strafwetboek geeft blijk van eene betreurenswaardige vijandige gezindheid tegenover de arbeiders en aanziet werkgevers en werknemers als twee klassen, bestemd om zich onderling een altijddurenden en voor beiden verderfelijken strijd te leveren. Ongetwijfeld ontstaat de strijd heel natuurlijk uit het verschil der belangen; doch dit verschil sluit de verstandhouding niet uit; er is geen sprake van onoplosbare tegenstrijdigheid, noch van onvereinbaarheid. Het moet de strijd zijn tusschen belangen welke uit hun aard moeten overeenstemmen, het is een gelijke strijd welke alleen naar vrede streeft.

Artikel 310 moet verdwijnen; de gewelddaden, verwenschingen en bedreigingen, welke het voorziet, worden gestraft door de algemeene bepalingen van het Strafwetboek; door haar eene afzonderlijke plaats te geven in de betrekkingen tusschen werkgevers en werknemers, geeft men reeds blijk van een ongerechtvaardigd mistrouwen ten aanzien van die betrekkingen. Aangaande de overige wanbedrijven, welke artikel 310 wilde voorzien, komen er reeds voorschriften genoeg in het Strafwetboek voor. Eene strafbepaling moet artikel 310 vervangen ten einde de misbruiken te voorkomen in de werking der syndicaten en in hunne betrekkingen onderling.

Ons voorstel raakt andere meer belangrijke punten aan.

II.

Niet handeldrijvende maatschappijen en maatschappijen van vermaak.

Onze wetten zijn zeer gunstig gestemd voor de winstgevende maatschappijen; zij zijn het zelfs te veel; daarentegen getuigen zij, tegenover de andere groepeerings, van een bekrompenheid van doorzicht, welke zich thans in geen enkel vooruitstrevend land meer voordoet. In dit opzicht verkeerden wij in een bedenkelijken toestand. Onder voorwendsel de doode hand te vermijden, staan onze wetten de edelmoedigste krachten in den weg. Niets belet echter dat men de misbruiken beteugelt en tevens aan de burgers de vrijheid verzekert om zich te vereenigen zooals zij het verkiezen; dat is voorzeker een der kostbaarste vrijheden waarvan eenieder het recht heeft

gebruik te maken, vooral wanneer zij dit willen doen met een louter edelmoedig doeleinde.

Ten einde de misbruiken te keer te gaan, konden wij ons er bij bepalen, de bewoordingen zelf te hernemen, die in de wet van 13 Maart 1898 daartoe voorkomen, waar zij aan de Beroepsverenigingen hun juridisch statuut schonken.

Anderzijds heeft deze wet, die naar ons inzien ingrijpt meer dan door de gegronde beteugeling der misbruiken wordt vereischt, den werkkring der syndicaten onnoodig beperkt. Indien ons voorstel werd aangenomen, zou het ten gevolge hebben, die overdreven strengheid te doen ophouden.

III.

Ondernemingen verbonden met het algemeen belangen, door den Staat, de provinciën of de gemeenten in concessie gegeven.

Thans is het ook van onbetwist practisch nut, de syndicale vrijheid der bedienden en werklieden, arbeidende in de diensten van algemeen nut zooals bij voorbeeld den vervoerdienst, nauwkeurig te bepalen.

Wij zijn van gevoelen dat het beste middel tot voorkoming van de erge twisten, waartoe de werkstaking in soortgelijke diensten aanleiding geeft, zou zijn, er het syndicaat verplichtend te maken.

Het zou geregeld worden zooals het zal worden geregeld voor den arbeidersstand in het algemeen, mits twee verbeteringen die naar onze meening voordeelig zullen zijn én voor de werkgevers én voor de werklieden, namelijk de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst en de deelneming van bedienden en werklieden in de winsten.

In de diensten van algemeen nut willen wij aan bedienden en werklieden de syndicale vrijheid niet ontnemen, zooals sommigen meenden te moeten doen; wij wijzigden die vrijheid iets of wat, om haar in overeenstemming te brengen met aller belang.

Onze wensch strekt overigens verder. Wij wenschen dat het voordeel van het verplichtend syndicaat met gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst en deelneming in de winsten, na toegepast te zijn geworden in de hier bijzonder bedoelde syndicaten, zich kunne uitstrekken tot hen, op wie het zonder bezwaar zou toegepast worden; werkgevers en werklieden zullen er, volgens ons, baat bij vinden. Overigens, in menig geval is het syndicaat het eenige practisch middel om de liefdadigheid uit te oefenen, welke voor de menschen eene wet is en waartoe zij zich bijzonder moeten verplicht voelen wanneer dezelfde beroepsbelangen hen nader tot elkaar brengen.

DE PONTIÈRE.

PROPOSITION DE LOI

sur les sociétés non commerciales ou d'agrément et portant abrogation de l'article 310 du Code pénal.

SECTION I.**Dispositions Générales.****ARTICLE PREMIER.**

Les sociétés non commerciales ou d'agrément jouissent de la personification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi.

ART. 2.

La société non commerciale ou d'agrément a pour objet de défendre des revendications, propager des idées, manifester des opinions, constituer et soutenir des œuvres charitables, religieuses, morales, scientifiques, artistiques, auxquelles s'intéressent les membres qui la composent.

Elle ne peut exercer elle-même ni profession, ni métiers sans en faire l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de la société. Elle reste soumise au règles du Code civil ; mais les opérations, qui consisteraient en l'achat de certains objets pour les revendre sont réputées actes de commerce, conformément aux articles 2 et 3 du Code de commerce.

WETSVOORSTEL

betreffende de niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak en houdende opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

EERSTE AFDEELING.**Algemeene bepalingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak zijn rechtspersonen binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door deze wet.

ART. 2.

De niet handeldrijvende maatschappij of maatschappij van vermaak heeft ten doel, eischen voor te staan, gedachten te verspreiden, meeningen te verkondigen, liefdadige, godsdienstige, moreele, wetenschappelijke en kunstinstellingen, waarin hare leden belang stellen, op te richten en te steunen.

Zij zelf mag noch beroep noch bedrijf uitoefenen zonder daarvan afzonderlijk boek te houden buiten de boekhouding van de overige verrichtingen der maatschappij. Zij blijft onderworpen aan de regelen van het Burgerlijk Wetboek ; de verrichtingen, die zouden bestaan in het aankopen van voorwerpen om ze weder te verkoopen, worden echter als daden van koophandel aangezien

ART. 3.

La société non commerciale ou d'agrément comprend au moins sept membres.

ART. 4.

Les statuts mentionnent la dénomination et le siège de la société, son objet, les conditions d'admission et de sortie de ses membres, l'organisation de la direction, le mode de nomination et les pouvoirs de la direction, le terme du mandat des personnes nommées, le mode de règlement des comptes, la procédure à suivre pour la modification ou révision des statuts, ou dissolution de la société.

Les modifications ou révision des statuts et la dissolution de la société ne peuvent être décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote.

Les statuts peuvent édicter des sanctions pour l'observation de ses règlements et organiser l'arbitrage pour les conflits entre les membres de la société.

ART. 5.

Sont annexées aux statuts : 1^o la liste des membres de la direction avec nom, prénom, nationalité, âge, résidence, profession; 2^o la déclaration signée par les directeurs

overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het Wetboek van Koophandel.

ART. 3.

De niet handeldrijvende maatschappij of maatschappij van vermaak moet ten minste zeven leden tellen.

ART. 4.

De statuten vermelden den naam en den zetel der maatschappij, haar doel, de voorwaarden van in- en uittreding der leden, de regeling van het bestuur, de wijze van benoeming en de bevoegdheden van het bestuur, den duur van het mandaat der benoemde personen, de wijze van goedkeuring der rekeningen, de na te komen regelen tot het wijzigen of herzien der statuten of tot het ontbinden der maatschappij.

Tot wijziging of herziening der statuten en tot ontbinding der maatschappij kan slechts besloten worden bij meerderheid van ten minste drie vierden der aanwezige leden op eene algemeene vergadering, daartoe bijzonder belegd en uit ten minste de helft der stemgerechtigde leden samengesteld.

De statuten kunnen straffen bepalen tot het doen naleven van hare reglementen en het scheidsgerecht voor de geschillen onder de leden van de maatschappij inrichten.

ART. 5.

Bij de statuten worden gevoegd : 1^o de lijst van de bestuursleden, met naam, voornaam, nationaliteit, leeftijd, verblijfplaats, beroep; 2^o de verklaring, ondertekend door de

attestant que les articles 2 et 3 ci-dessus sont observés.

ART. 6.

La publication des statuts se fait comme pour les sociétés coopératives; il en est de même pour les modifications, revision et dissolution et aussi pour les changements du personnel de la direction. La société jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication des statuts.

ART. 7.

Tous les ans, avant le 1^{er} mars, publication est faite dans les termes de l'article 6, du compte des recettes et des dépenses, de la liste et de la déclaration de l'article 5.

ART. 8.

La Société peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. A moins de dispositions spéciales dans les statuts, la Société est représentée par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'assemblée générale aura délégué à cet effet. Tous les actes émanant de la Société portent le nom de celle-ci.

bestuurders, waardoor wordt bevestigd dat aan de bovenstaande artikelen 2 en 3 is voldaan.

ART. 6.

De statuten worden openbaar gemaakt op dezelfde wijze als die van de samenwerkende maatschappijen; evenzoo de wijzigingen, de herziening en de ontbinding, alsmede de veranderingen in het bestuurspersoneel. Den tienden dag na dien van de openbaarmaking der statuten treedt de maatschappij als rechtspersoon op.

ART. 7.

Elk jaar, vóór 1 Maart, worden de rekening van ontvangsten en uitgaven, de lijst en de verklaring bij artikel 5 bedoeld, openbaar gemaakt op de wijze, bij artikel 6 bepaald.

ART. 8.

De maatschappij kan, hetzij als eischeres, hetzij als verweerster, in rechten optreden ter verdediging van de individueele rechten welke hare leden aan hun lidmaatschap ontleenen, onverminderd het recht voor deze leden om rechtstreeks op te treden, zich met de vordering te vereenigen of in het rechtsgeding tusschen te komen. Indien daaromtrent geen bijzondere bepalingen in de statuten voorkomen, wordt de maatschappij vertegenwoordigd door hare bestuurders of door dengene onder hen, daartoe door de algemeene vergadering afgevaardigd. Op al de akten, uitgaande van de maatschappij, wordt hare naam vermeld.

ART. 9.

La Société ne peut posséder d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à la réalisation de son objet. Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant cette destination, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

ART. 10.

Les donations entre vifs ou par testament au profit de la Société n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale. L'arrêté fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit et au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolution de la Société, les biens donnés tels que celle-ci les posséderait encore ou la valeur de la libéralité. Cette valeur est déterminée entre les intéressés, préalablement à la demande d'autorisation. Si l'aliénation de l'immeuble objet de la libéralité est ordonnée, le droit de reprise s'exercera à concurrence du prix de vente.

ART. 11.

Une taxe, recouvrable suivant les formes prescrites pour la contribution foncière, frappe annuellement de 4 p. c. le revenu cadastral des immeubles de la Société.

ART. 9.

De maatschappij mag geen andere onroerende goederen bezitten dan die, welke tot het bereiken van haar doel noodig zijn. Zij kan bij koninklijk besluit gemachtigd worden onroerende goederen te bezitten, welke daartoe bestemd zijn, doch waarvan zij te dien einde niet onmiddellijk zou kunnen gebruik maken.

ART. 10.

De schenkingen onder de levenden of bij uitersten wil ten gunste van de maatschappij zijn slechts van kracht in zoverre zij overeenkomstig artikel 76 van de gemeentewet zijn toegelaten. Het besluit bepaalt, bij voorkomend geval, binnen welken termijn het onroerend goed moet vervreemd worden.

De beschikker kan, te zijnen gunste en ten gunste van zijne erfgenamen of rechtverkrijgenden, het recht bepalen om, in geval van ontbinding der maatschappij, de gegeven goederen, zooals de maatschappij ze nog mocht bezitten, ofwel de waarde der gift terug te nemen. Deze waarde wordt, vóór de aanvraag tot toelating, onder de belanghebbenden bepaald. Indien de vervreemding van het geschonken onroerend goed wordt voorgeschreven dan wordt het recht van terugneming uitgeoefend tot het bedrag van den verkoopprijs.

ART. 11.

Op het kadastraal inkomen van de onroerende goederen der maatschappij wordt eene jaarlijksche belasting van 4 t. h. gelegd; deze belasting wordt ingevorderd op dezelfde wijze als de grondbelasting.

ART. 12.

La dissolution de la Société peut être prononcée par les tribunaux à la demande du Ministère public ou de tout intéressé, trois mois après sommation publiée aux annexes du *Moniteur* : 1° lorsque les articles 2 et 3 de la présente loi sont violés ; 2° lorsque les biens sont employés à un autre objet que celui de la Société ; 3° lorsque la Direction n'est pas constituée suivant l'article 4.

Le jugement ou l'arrêt nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est désigné par les statuts. Un extrait du jugement ou de l'arrêt est, par le Ministère public ou par le demandeur, publié suivant l'article 6.

ART. 13.

La Société est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation ; toutes pièces émanant d'elle mentionnent qu'elle est en liquidation. Après paiement des dettes, les dons et legs font retour dans les cas prévus par l'article 10, pourvu que l'action soit intentée dans l'année de la publication de l'acte de dissolution. L'actif net est attribué à une œuvre similaire, soit par les statuts soit par l'assemblée générale, sous l'approbation par arrêté royal de cette attribution. A défaut d'attribution approuvée, l'État affecte l'actif net à des buts d'enseignement professionnel.

ART. 12.

De ontbinding der maatschappij kan, op vordering van het Openbaar Ministerie of van elken belanghebbende, door de rechtbanken uitgesproken worden drie maanden na eene aanmaning openbaar gemaakt in de bijlagen van het *Staatsblad* : 1° indien de artikelen 2 en 3 dezer wet worden overtreden ; 2° indien de goederen tot een ander doel dan dit der maatschappij worden gebruikt ; 3° indien het bestuur niet naar luid van artikel 4 is samengesteld.

Door het vonnis of het arrest worden een of meer vereffenaars aangesteld, indien er door de statuten geene aangewezen zijn. Een uittreksel uit het vonnis of het arrest wordt door het Openbaar Ministerie of door den eischer, naar luid van artikel 6, openbaar gemaakt.

ART. 13.

De maatschappij wordt, na hare ontbinding, geacht te blijven bestaan voor hare vereffening ; alle stukken, die van haar uitgaan, vermelden dat zij vereffend wordt. Na betaling der schulden worden de giften en legaten uitgekeerd in de gevallen voorzien bij artikel 10, mits de rechtsvordering binnen een jaar na de openbaarmaking der akte van ontbinding wordt ingesteld. Het zuiver actief wordt, hetzij door de statuten, hetzij door de algemeene vergadering, aan een' gelijkaardig werk toegekend, mits goedkeuring dezer toekenning bij koninklijk besluit. Wordt geene toekenning goedgekeurd, dan besteedt de Staat het zuiver actief tot doeleinden in verband met het beroepsonderwijs.

ART. 14.

Les infractions aux dispositions de la présente loi sont punies d'une amende de 26 à 500 francs.

ART. 15.

Jouissent de la personnification civile conformément aux dispositions précédentes. les fédérations de sociétés non commerciales ou d'agrément ayant le même objet. Toute société fédérée pourra en tout temps se retirer de la fédération moyennant un préavis de trois mois. Les statuts de la fédération déterminent, pour ce cas, le mode de règlement de leurs droits.

SECTION II.

Entreprises liées à l'intérêt général, concédées par l'État, les provinces ou les communes.

ART. 16.

Dans les entreprises de l'État et dans celles qui dépendent d'une concession accordée par l'État par les provinces ou les communes un syndicat obligatoire groupe tous les employés et ouvriers d'une même entreprise, soit dans une seule union professionnelle, soit en diverses unions partagées suivant les professions ou suivant les régions où s'exerce l'entreprise. Le syndicat s'intéresse exclusivement aux questions économiques.

ART. 17.

Le syndicat, dont parle l'article précédent, est représenté au gré des employés et ouvriers par des employés et ouvriers de l'entreprise ou par des étrangers. Les employeurs, s'ils veulent se syndiquer, forment des unions

ART. 14.

De overtredingen van de bepalingen dezer wet worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank.

ART. 15.

Zijn rechtspersonen, overeenkomstig de voorgaande bepalingen, de bonden van niet handeldrijvende maatschappijen of maatschappijen van vermaak, die hetzelfde doel hebben. Elke aangesloten maatschappij kan te allen tijde uit den bond treden, mits zij drie maanden vooraf opzegging doet. De statuten van den bond bepalen voor dit geval op welke wijze hare rechten geregeld worden.

AFDEELING II.

Ondernemingen verbonden met het algemeen belangen, door den Staat, de provinciën of de gemeenten in concessie gegeven.

ART. 16.

In de Staatsondernemingen en in die, welke afhangen van eene door den Staat, de provinciën of de gemeenten verleende concessie, worden al de bedienden en werklieden eener zelfde onderneming vereenigd in een verplichtend syndicaat, hetzij in ééne beroepsvereeniging, hetzij in verscheidene vereenigingen volgens de bedrijven of volgens de streken waar de onderneming wordt gedreven. Het syndicaat houdt zich uitsluitend met economische vraagstukken bezig.

ART. 17.

Het syndicaat, bij het vorig artikel bedoeld, wordt, naar keuze van de bedienden en werklieden, vertegenwoordigd door bedienden en werklieden der onderneming of door buitenstaanders. Willen de werkgevers zich

professionnelles représentant des intérêts similaires de diverses entreprises.

ART. 18.

Un comité mixte qui, en cas de conflit, devient un comité d'arbitrage, est formé de trois délégués du syndicat des employés et ouvriers, et, au gré du patron, de trois délégués de celui-ci ou du syndicat auquel il appartient. Si le comité ainsi formé ne parvient pas à résoudre le conflit, celui-ci est porté devant un comité présidé par le juge de paix du lieu où le conflit est né. Ce comité est composé de trois délégués choisis par le syndicat des employés et ouvriers dans leurs propres rangs, à l'exclusion de tout étranger et, d'autre part, d'un ou de trois représentants de l'employeur, avec lequel il y a conflit ou, s'il le préfère, de cet employeur seul, ou avec deux assistants désignés par lui.

ART. 19.

Une convention collective du travail s'établit par périodes de trois ans, au cours desquels aucune cessation du travail ne peut être provoquée ou résolue, sous peine de dédommagement et de poursuites entraînant à charge des contrevenants, employeurs ou employés et ouvriers, un emprisonnement d'un mois à deux ans et une amende de

in een syndicaat; vereenigen, dan vormen zij beroepsvereenigingen, welke gelijksoortige belangen van verscheidene ondernemingen vertegenwoordigen.

ART. 18.

Een gemengd comiteit, dat als scheidsraad optreedt, wanneer geschillen voorkomen, wordt samengesteld uit drie afgevaardigden van het syndicaat der bedienden en werklieden, en, naar keuze van den patroon, uit drie afgevaardigden van dezen of van het syndicaat waartoe hij behoort. Slaagt het aldus samengestelde comiteit er niet in, het geschil bij te leggen, dan wordt dit aangebracht voor een comiteit voorgezeten door den vrederechter der plaats waar het geschil ontstond. Dit comiteit bestaat uit drie afgevaardigden, door het syndicaat van bedienden en werklieden onder hen zelf gekozen, met uitsluiting van elken buitenstaander, en, anderzijds, uit een of drie vertegenwoordigers van den werkgever, met wien er geschil is, ofwel, indien hij het verkiest, uit dien werkgever, hetzij alleen, hetzij bijgestaan door twee andere personen zijner keuze.

ART. 19.

Eene gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst wordt gesloten voor elke tijdruimte van drie jaar, gedurende welke tot eenig staken van den arbeid niet mag aangezet noch besloten worden, op straffe van schadeloosstelling en van strafvervolgingen, die aanleiding geven tot eene gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaren en eene boete van vijftig tot duizend frank

cinquante francs à mille francs, ou l'une de ces peines seulement.

ART. 20.

La convention collective s'établit en suivant les procédés formulés ci-dessus pour la solution des conflits.

ART. 21.

Une série d'actions des Sociétés d'entreprises déterminée par arrêté royal est attribuée au syndicat des employés et ouvriers.

SECTION III.

Disposition commune aux deux précédentes sections.

ART. 22.

Quiconque se rend coupable des faits repris à l'article 20 de la loi du 10 mars 1900, ou qui use de mauvais procédés, d'actes de mauvais gré ou de refus d'aide normale à l'égard d'un ou de plusieurs de ses compagnons de travail, ou encore qui, en dehors de ce qui est dit à l'article 16 ci-dessus, exerce une interdiction ou entrave quelconque à la liberté de chacun, soit de s'engager dans l'association qu'il entend, soit de rester étranger à toute association, est passible des peines édictées par les articles 528 inclus 534 du Code Pénal (Section IV, chapitre III, titre IX du livre II).

S'il y a concert entre deux ou plusieurs en vue de commettre l'un de ces délits, ces peines sont dou-

of tot slechts ééne dezer straffen ten laste van de overtreders, werkgevers of bedienden en werklieden.

ART. 20.

De gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst wordt gesloten op de bovengemelde wijze tot beslechting der geschillen.

ART. 21.

Een bij koninklijk besluit bepaald getal aandeelen der maatschappijen van ondernemingen wordt aan het syndicaat der bedienden en werklieden toegekend.

AFDEELING III.

Bepaling gemeen aan de twee vorige afdeelingen.

ART. 22.

Alwie zich schuldig maakt aan de handelingen voorzien bij artikel 20 der wet van 10 Maart 1900, alwie zich aan kwade praktijken overgeeft, kwaadwilligheid pleégt tegenover een of méér zijner werkgezellen of hun gewone hulp weigert, alwie, buiten het bepaalde in bovenstaand artikel 16, zich door eenig verbod of eenig beletsel verzet tegen ieders vrijheid, hetzij om zich bij de vereeniging zijner keuze aan te sluiten, hetzij om buiten elke vereeniging te blijven, is strafbaar met de straffen voorzien bij de artikelen 528 tot en met 534 van het Strafwetboek (Afdeeling IV, hoofdstuk III, titel IX, boek II.)

Is er onder twee of meer personen onderling overleg om een dezer wanbedrijven te plegen, dan

blées et elles le sont également en cas de récidive; les deux majorations sont cumulées, le cas échéant.

Sont abrogés la loi du 31 mars 1898 et l'article 310 du Code Pénal.

worden de straffen op het dubbele gebracht; evenzoo in geval van herhaling; beide verhoogde straffen worden, bij voorkomend geval, te zamen toegepast.

De wet van 31 Maart 1898 en artikel 310 van het Strafwetboek worden ingetrokken.

DE PONTIÈRE,
JULES PONCELET,
E. DUPLAT,
